



Tél.: (418) 829-1011
Tél.: (418) 829-1007
Télec.: (418) 829-2513
www.mrcio.qc.ca

MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ DE L'ÎLE D'ORLÉANS
3896, chemin Royal
Sainte-Famille, Île d'Orléans
G0A 3P0

**PROVINCE DE QUÉBEC
MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE
COMTÉ DE L'ÎLE D'ORLÉANS**

Extrait du procès-verbal de la session régulière tenue le 5 décembre 2007 à laquelle les maires des municipalités membres de la MRC de l'Île d'Orléans sont présents : MM. Jean-Pierre Turcotte, préfet, maire de Sainte-Famille, Jacques Grisé, maire de Sainte-Pétronille, Yves Coulombe, maire de Saint-Laurent, Jean-Claude Pouliot, maire de Saint-Jean, Yoland Dion, maire de Saint-François et Roger DeBlois, maire de Saint-Pierre.

Règlement # 005-2007

Objet : règlement décrétant les règles de contrôle et de suivi budgétaires

Attendu qu'en vertu du deuxième alinéa de l'article 960.1 du Code municipal du Québec, le conseil doit adopter un règlement en matière de contrôle et de suivi budgétaires;

Attendu que ce règlement doit prévoir notamment le moyen utilisé pour garantir la disponibilité des crédits préalablement à la prise de toute décision autorisant une dépense, lequel moyen peut varier selon l'autorité qui accorde l'autorisation de dépenses ou le type de dépenses projetées;

Attendu qu'en vertu de l'article 961 du Code municipal du Québec, un règlement ou une résolution du conseil qui autorise une dépense n'a d'effet que si, conformément au règlement adopté en vertu du deuxième alinéa de l'article 960,1, des crédits sont disponibles pour les fins auxquelles la dépense est projetée.

Attendu qu'un avis de motion du présent règlement a été donné le 28 novembre 2007 par M. Roger DeBlois;

En conséquence, il est proposé par M. Roger DeBlois, appuyé par M. Jean-Claude Pouliot et résolu :

Que le règlement portant le numéro 005-2007 soit et est adopté par le conseil et qu'il soit statué et décrété par ce règlement ce qui suit :

Le préambule ci-dessus fait partie intégrante du règlement.

SECTION 1 – OBJECTIFS DU RÈGLEMENT

Article 1

Le présent règlement établit les règles de contrôle et de suivi budgétaires que le conseil et tous les fonctionnaires et employés concernés de la MRC doivent suivre.

SECTION 2 – PRINCIPES

Article 2.1 Affectations des crédits

Les crédits nécessaires aux activités de la MRC doivent être affectés par le conseil préalablement à la réalisation des dépenses qui y sont reliées. Cette affectation de crédits revêt la forme d'un vote des crédits exprimé selon l'un des moyens suivants :

- l'adoption par le conseil du budget annuel ou d'un budget supplémentaire;
- l'adoption par le conseil d'un règlement d'emprunt;
- l'adoption par le conseil d'une résolution ou d'un règlement par lequel des crédits sont affectés notamment à partir de revenus excédentaires, du surplus accumulé, de réserves financières ou de fonds réservés.

Article 2.2 Autorisation de la dépense

Pour pouvoir être effectuée ou engagée, toute dépense doit être dûment autorisée par le conseil de la MRC, après vérification de la disponibilité des crédits nécessaires, conformément aux dispositions du présent règlement.



MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ DE L'ÎLE D'ORLÉANS

3896, chemin Royal
Sainte-Famille, Île d'Orléans
G0A 3P0

Tél.: (418) 829-1011
Tél.: (418) 829-1007
Télec.: (418) 829-2513
www.mrcio.qc.ca

SECTION 3 - MODALITÉS GÉNÉRALES DU CONTRÔLE ET DU SUIVI BUDGÉTAIRES

Article 3.1 Dépenses prévues au budget

À l'égard des dépenses prévues au budget, chaque fonctionnaire ou employé de la MRC responsable d'une enveloppe budgétaire doit vérifier les crédits disponibles à l'intérieur du poste budgétaire pertinent avant de faire autoriser par le conseil de la MRC des dépenses en cours d'exercice. Pour ce faire, on réfère au système comptable en vigueur dans la MRC sinon, au directeur-général et secrétaire-trésorier lui-même.

Article 3.2 Dépenses non prévues au budget

Toutes dépenses non prévues au budget et pour lesquelles les crédits ont été affectés suivant l'article 2.1, doivent préalablement à l'autorisation du conseil de la MRC faire l'objet d'un certificat du directeur général et secrétaire-trésorier attestant que la MRC dispose des crédits suffisants pour les fins auxquelles la dépense est projetée.

Le certificat de disponibilité de crédits précise le ou les règlements ou résolutions du conseil autorisant une dépense.

SECTION 4 – ENGAGEMENTS S'ÉTENDANT AU-DELÀ DE L'EXERCICE COURANT

Article 4.1 Exercice courant

Toute autorisation de dépenses dont l'engagement s'étend au-delà de l'exercice courant doit au préalable faire l'objet d'une vérification des crédits disponibles pour la partie imputable dans l'exercice courant.

Article 4.2 Engagements antérieurs

Lors de la préparation du budget de chaque exercice, le conseil doit s'assurer que les crédits nécessaires aux dépenses engagées antérieurement, pour être imputées aux activités financières de l'exercice visé, sont correctement prévus au budget.

SECTION 5 - DÉPENSES PARTICULIÈRES

Article 5

Le directeur général et secrétaire-trésorier est autorisé à payer les dépenses ci-après énumérées, sur réception des factures correspondantes, après s'être assuré que les crédits nécessaires au paiement de ces factures apparaissent au budget et que les fonds nécessaires sont disponibles :

- les dépenses d'électricité, de chauffage et de télécommunication;
- les dépenses inhérentes à l'application des conventions collectives ou reliées aux conditions de travail et au traitement de base;
- les engagements relatifs aux avantages sociaux futures;
- les quotes-parts des régie intermunicipales et des organismes supramunicipaux;
- les sommes dues en vertu d'ententes intermunicipales;
- les contrats de déneigement ou relatifs aux matières résiduelles;
- les primes d'assurances.

Le directeur général et secrétaire-trésorier doit faire rapport des dépenses ainsi payées à l'assemblée régulière suivante du conseil.

SECTION 6 - SUIVI ET REDDITION DE COMPTES BUDGÉTAIRES

Article 6

Le directeur général et secrétaire-trésorier doit préparer et déposer au conseil tout état comparatif portant sur les revenus et les dépenses de la MRC selon les périodes ou modalités prévues à la loi.



MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ DE L'ÎLE D'ORLÉANS

3896, chemin Royal
Sainte-Famille, Île d'Orléans
G0A 3P0

Tél.: (418) 829-1011
Tél.: (418) 829-1007
Télec.: (418) 829-2513
www.mrcio.qc.ca

SECTION 7 - ORGANISMES CONTRÔLÉS PAR LA MRC

Article 7

Dans le cas d'un organisme compris dans le périmètre de la MRC en vertu des critères de contrôles reconnus, la convention ou l'entente, s'il y en a une, régissant la relation entre l'organisme et la MRC, précise, le cas échéant, les règles du présent règlement qui s'appliquent à cet organisme lorsque les circonstances s'y prêtent, en y apportant les adaptations nécessaires.

SECTION 8 - APPLICATION DU RÈGLEMENT

Article 8

Ce règlement s'applique à compter de l'exercice financier 2008.

SECTION 9 - ENTRÉE EN VIGUEUR

Article 9

Le règlement entrera en vigueur conformément à la loi.


Jean-Pierre Turcotte, préfet


Jules Prémont, dir.gén./sec.-trés.